

Indéniablement, la population canadienne ne s'est pas trompée, en moins d'une année notre gouvernement a su ramener la confiance dans la population. Mais, monsieur le Président, notre gouvernement n'a pas trompé la population en lui disant que ce serait facile. Il n'a pas prétendu, comme certains politiciens le font, et souvent d'une façon démagogique, qu'il n'y aurait qu'à passer des lois électoralement payantes. Non, monsieur le Président, la population canadienne, en élisant le gouvernement, remettait le bon sens au pouvoir et ce faisant, était d'accord et consciente qu'elle devait aussi mettre la main à la pâte pour relancer l'industrie, cette grande oubliée des principes du gouvernement précédent.

La confiance, monsieur le Président, pour les gens de l'opposition, comme vous le savez, c'est le moteur indispensable aux sociétés démocratiques et capitalistes, aux sociétés créatrices et innovatrices. Un homme qui a peur du lendemain, monsieur le Président, ne se complait que dans la sécurité des choses acquises et il n'évolue pas... Pendant quinze ans les Canadiens ont été maintenus dans un état de non-confiance en l'avenir qui ne leur permettait plus de créer, de prendre des risques et d'inventer comme ils le faisaient auparavant.

Il ne s'agit plus pour moi et pour mes collègues du gouvernement progressiste conservateur de faire le procès du gouvernement précédent, mais bel et bien de démontrer que lorsque l'on sait et qu'on a confiance, on peut tout faire. Nous pouvons sortir d'une situation peu enviable, pour créer un environnement, au contraire, tout à fait prometteur.

Monsieur le Président, c'est ce que nous sommes en train de faire. La population canadienne reprend confiance et tous les indices le démontrent. Les investisseurs se remettent à injecter de l'argent, créant ainsi des centaines de milliers de nouveaux emplois. Les syndicats, les gouvernements provinciaux, enfin tous les intervenants socio-économiques se tendent la main et se parlent afin de pouvoir, ensemble, rebâtir notre pays. Voici les indices de l'économie canadienne. Elle montre des signes de vigueur de plus en plus manifestes depuis notre élection. Le nombre d'emplois a augmenté, les taux d'intérêt ont diminué, la confiance des investisseurs s'est renforcée, les dépenses de consommation sont à la hausse, les prix sont stables et les faillites se font de moins en moins nombreuses. De plus, l'économie canadienne affiche une performance supérieure à celle de nos voisins les États-Unis.

En termes d'emplois, monsieur le Président, c'est 304,000 nouveaux emplois que nous avons créés depuis un an. Le taux de chômage a été ramené à 10.1 p. 100, alors qu'il était de 11.6 p. 100. Ce n'est pas encore excellent, mais je pense que c'est là une nette amélioration et une tendance très positive que l'on doit souligner.

Monsieur le Président, l'époque de l'arrogance et de la grande noirceur est terminée. Nous savons tous maintenant qu'en travaillant dans l'unité, nous arriverons à reconstruire ce que certains ont démolé. Mais nous savons tous aussi que la reconstruction coûtera un effort national, ce que nous sommes prêts à payer pour notre bien et celui surtout des générations qui nous suivront.

En effet, lorsque je me suis engagé dans ce parti et dans ce gouvernement, c'est à un effort national de réhabilitation de la

confiance que je m'attaquais et auquel s'attaquait en même temps toute la population du Canada.

Conséquemment, monsieur le Président, sachant fort bien que le Canada a besoin de regarnir quelque peu ses coffres, et sachant aussi que nous sommes sur la bonne voie, que nous sommes en train de reléguer aux oubliettes 15 années de piètre performance, sachant tout cela, il faut continuer sans ménager nos efforts. Le ministre des Finances n'a pas eu peur d'ailleurs, conscient de l'appui et du bon sens des Canadiens, de présenter en mai dernier un budget qui, par les trois quarts de ses mesures, visait à réduire les dépenses et qui, par l'introduction du projet de loi C-80 présentement en deuxième lecture, augmentera nos recettes de 2.5 milliards de dollars.

La loi qui aurait dû depuis longtemps être adoptée, mais qui sans doute, pour quelques obscurs motifs électoralistes, ne l'a pas été, cette loi prévoit donc d'élargir la base de la taxe de vente, mettant ainsi fin à une tendance, ne laissant que 30 p. 100 de produits possibles pouvant être taxés au niveau fédéral. Cette taxe de vente est, monsieur le Président, nous le savons tous, l'une des sources majeures de revenu du gouvernement. Cependant, au fil des années, une liste très longue de produits exempts de cette taxe a continué à s'allonger, privant le gouvernement canadien de revenus substantiels qui nous auraient permis de réduire le déficit et de stimuler ce qu'il restait de confiance. Aujourd'hui, nous proposons que ces produits ne soient plus exempts de cette taxe.

● (1120)

Monsieur le Président, encore une fois, ce gouvernement ayant réussi, par une attitude franche et honnête à changer un climat de tension en un climat de détente dans les milieux économiques, sociaux et politiques; ayant réussi par sa présence à ramener la confiance, permettant ainsi la réduction du taux de chômage; ayant réussi aussi à remplacer l'aide aux travailleurs par des programmes qui stimulent l'effort et la volonté d'apprendre, plutôt que des programmes qui ne mènent nulle part; ayant réussi à réduire les taux d'intérêt qui étouffaient des millions de pères de famille, parce que le gouvernement précédent n'avait trouvé rien de mieux pour vaincre l'inflation que de laisser hausser ces taux d'intérêt, nous demandons aux Canadiens de nous laisser continuer à poursuivre ce que nous avons si bien commencé, et de nous laisser les moyens de le faire.

Et je voudrais peut-être terminer mes remarques en me référant au 22<sup>e</sup> rapport annuel du Conseil économique du Canada sur les perspectives économiques, monsieur le Président. Et voici ce que le président, M. David Slater disait: «Les perspectives économiques du Canada s'améliorent graduellement et annoncent une croissance stable à moyen terme. Le Produit national brut pourrait s'accroître de 3.5 p. 100 par année en moyenne au cours de la prochaine décennie, et l'inflation se situerait autour de 4 p. 100 l'an, d'ici 1990, et à un niveau moindre au cours des cinq années subséquentes».

Le Conseil économique du Canada prévoit que le chômage va baisser graduellement à 9 p. 100 en moyenne entre 1985 et 1990, et à 7.6 p. 100 au cours des cinq années suivantes. Même notre déficit fédéral continuera à diminuer également en proportion du Produit national brut. C'est, je pense, un indice très encourageant du Conseil économique du Canada.